

Diaspora Saharai: Les enjeux stratégiques au Sahel



LES ENJEUX STRATÉGIQUES AU SAHEL

Par Mrabet Touati

Depuis quelques jours, l'insécurité et la violence terroristes refont surface au Nord-Mali. Cette recrudescence de la violence n'est pas due au hasard. Elle précède une nouvelle période d'instabilité, qui ferait de la région du Sahel et spécialement les

frontières avec l'Algérie, une zone de hautes turbulences.

Notre analyse se base sur une chronologie événementielle qui marque les luttes entre les forces de liberté, de paix et de développement face aux forces déstabilisatrices, de guerre et de sous-développement. Les positions de principes de l'Algérie et de son armée n'ont pas changé d'un iota puisqu'elles sont le reflet de convictions intimes. En revanche? les forces étrangères coloniales, néocoloniales et même post-coloniales redoublent de férocité et font appel au passé colonial, à leurs instruments recyclés et à de nouveaux éléments déstabilisateurs et maléfiques, qui ont fait leurs preuves dans d'autres régions du monde, spécialement dans le Monde arabe et en Afrique. L'Algérie a tendu une main fraternelle franche pour aider ses frères et voisins du Sahel pour faire face au terrorisme transfrontalier, qui se nourrit du grand banditisme et des trafics. Elle a proposé dès 2010 la création du Comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC).

L'Algérie voulait apporter la preuve que les pays africains, après cinquante années d'indépendance sont majeurs et peuvent se charger de leur sécurité. C'était une réponse claire et nette que la période coloniale est bel et bien finie. Que l'ancienne puissance coloniale n'avait plus de jardin arrière ou arrière-cour à défendre. C'était aussi une réponse à la nouvelle puissance post-coloniale qui a inventé de nouvelles méthodes de guerre «clean et soft» pour se mettre en position forte en Afrique pour faire face à la Chine. Les USA après les expériences réussies de manipulations du terrorisme religieux en Afghanistan, en Irak et ailleurs a procédé à son transfert au Sahel où elle a utilisé les mêmes procédés de financements et de conditionnement

idéologique (wahhabisme financier et doctrinal). Cette mise en scène devait servir de prétexte pour la création puis l'installation de l'AFRICOM dans le Sahel. La création du CEMOC était une réponse politique et diplomatique à cette stratégie.

La France socialiste digne héritière de la France coloniale fasciste des années cinquante, que nous connaissons fort bien en Algérie, a fait actionner ses agents pour faciliter la prise d'espace importants au Nord-Mali et justifier ainsi une intervention militaire. Les mêmes scénarios utilisés en Irak et en Syrie où les forces terroristes avancent rapidement, en plein jour sans qu'aucun satellite militaires occidental s'en rende compte. Au même moment, les forces étatiques, censées empêcher leurs avancées sont ou bien en manque d'effectifs, en manque d'armements et d'expérience. La situation ainsi créée au Nord-Mali en 2013, a servi de prétexte à l'opération SERVAL, ressemble bizarrement à celle réalisée à Mossoul en Irak, à Alep en Syrie et à Syrte en Libye.

L'uniformité de la procédure, informe bien sur l'utilisateur ou le label du «grand maître du jeu», mais pour combien de temps encore ?

Un an après la mascarade militaire de SERVAL, les pays du Sahel (Mauritanie, Mali et Niger) associés à l'Algérie dans le CEMOC, gèlent leurs participations et même plus. Pour le cas de la Mauritanie, elle est allée plus loin jusqu'à la provocation diplomatique en renvoyant un diplomate algérien accrédité chez elle. Le but étant de s'élargir plus au sud vers le Tchad et le Burkina Fasso et créer le groupe des cinq pays du Sahel le «G5». Qui dans son organigramme-programme comprend un organe «comité de défense et de sécurité». Disposant d'un dispositif militaire au Tchad depuis plus de trente années sous l'appellation «dispositif épervier», la France se positionne pour «croire évincer l'Algérie de cet espace».

On peut ne pas être grand stratège ou grand analyste pour comprendre que le rôle «prépondérant de façade» serait offert au Tchad qui avec l'Ouganda et l'Ethiopie en Afrique Orientale, constituent les fers de lance de la nouvelle hégémonie néo-coloniale en Afrique. Ils sont les moyens d'encerclement de grands pays arabes et leur fragilisation comme les cas de l'Egypte et du Soudan à travers les projets sur le Nil.

Les grandes démocraties comme les USA, la France et la Grande-Bretagne, qui provoquent et applaudissent aux «printemps arabes» et appellent au départ de Kadhafi et Bachar Al Assad, n'ont pas remarqué la «longévité

exceptionnelle au pouvoir» de Musevini en Ouganda et Idris Deby au Tchad.

Ces grands schémas tactiques qui visent les frontières algériennes directement et son espace commercial dans le Sahel sont soumis par transitivité au contrôle direct d'Israël. L'Etat hébreu étant le sous-traitant régional en Afrique. Cette association a toujours voulu faire entrer son allié le plus fidèle, le Maroc en l'occurrence, dans cette région du Sahel. Hélas! La géographie dicte toujours ses caprices, le Maroc n'est pas un pays sahélien, mais dispose d'atouts. Il dispose d'alliance institutionnelle avec Israël par le biais du conseiller du Roi. Il est «le préféré de la France de papa coloniale et néocoloniale, qui le soutient contre vents et marées au Sahara occidental. Enfin, il est la dernière monarchie au pouvoir absolu au Maghreb et cela lui confère toute l'attention de ses compères du Golfe qui l'utiliseront pour exporter leur Daech et consorts au Sahel et au Maghreb.

Nous allons aider notre lecteur à mieux voir dans cette stratégie de pression autour de l'Algérie et lui faire comprendre que les voix et actions qui montent en ce moment à l'extérieur et à l'intérieur de l'Algérie et qui visent les institutions républicaines, portent préjudice à l'Etat, la Nation et au Peuple. Ils doivent faire attention et se démarquer publiquement de toutes ses actions déstabilisatrices qui visent notre pays.

LE COMITE DES ETATS-MAJORS OPERATIONNEL CONJOINT (CEMOC) UN CADRE REGIONAL SOUVERAIN DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET UN EXEMPLE DE PARACHEVEMENT DE L'INDEPENDANCE SECURITAIRE

Depuis qu'elle a été victime du terrorisme islamique habillé à l'algérienne, endoctriné au Wahhabisme, financé par les pays du Golfe, créé et instrumentalisé par les «grandes démocraties». L'Algérie a tiré toutes les conclusions possibles, en fonction de ses moyens parce qu'elle a lutté seule envers et contre tous, pour s'en sortir. Les conclusions algériennes peuvent être enseignées à travers le monde et ce, sans complexe. Ces conclusions ont été matérialisées par différents dispositifs de préventions, de luttes, et de reconstructions. La course effrénée par les armées occidentales vers Alger pour tirer profit de cette expérience ne sont pas une vue de l'esprit. Elles ont eu lieu et comme l'Occident est toujours incorrigible, il a tenté de trop encenser notre armée pour l'entraîner à l'extérieur et la détruire.

Cependant, la lutte n'est pas uniquement sécuritaire, mais elle est multidimensionnelle. C'est pour cette raison qu'un large dispositif politique,

diplomatique et institutionnel a accompagné cette lutte contre le terrorisme à l'intérieur comme à l'extérieur et notamment sur nos frontières. Parmi les structures créées figure le CEMOC (Comité d'état-major opérationnel conjoint). Il s'agit d'une structure militaire d'état-major regroupant des forces armées de plusieurs pays du Sahel pour «mener des opérations de localisation et de destruction des groupes terroristes».

La structure a été créée le 21 avril 2010. Elle est basée à Tamanrasset, dans le Sahara algérien

Y sont associés l'Algérie, le Mali, le Niger et la Mauritanie

Le CEMOC est un grand pas vers le parachèvement de l'indépendance sécuritaire et surtout militaire des pays qui entourent l'Algérie. Face à la situation déliquescence au Sahel, qui a aiguisé les appétits de tous les interventionnistes anciens et nouveaux, qui finiront par revenir à nos frontières. L'Algérie par la voix et l'acte de son Armée nationale et populaire a proposé à ses voisins un cadre de coopération fraternelle où toutes les parties sont associées, sur un pied d'égalité et sans pensées d'hégémonie. Cette démarche coïncide avec la relance du projet de l'AFRICOM qui veut être une tête de pont provocatrice de guerres en Afrique, sous le fallacieux prétexte de lutte contre les menaces terroristes qui guettent les intérêts américains. Nous savons que proposer un tel cadre de coopération et de lutte n'est pas chose facile. Nous savons que les forces «du mal colonial» ne supporteraient pas un «tel acte de souveraineté et d'indépendance».

Le Think Tank français : centre de recherche sur le terrorisme, en date du mois de décembre 2011, commentait la lutte de l'Algérie contre le terrorisme au Sahel en prenant justement le Cemoc comme cible. «Or, et c'est là le problème, l'initiative algérienne veut sortir les pays du Sahel de l'influence politique, économique et militaire des puissances coloniales. Dans ces conditions, comment imaginer Paris prêtant main-forte à Alger ?»

Un témoin français, faiseur d'opinion et spécialiste dans la recherche sur le terrorisme, considère dès le départ cette structure comme étant anti-française. Si la France, comme elle le prétend lutte réellement contre le terrorisme, elle aurait proposé son aide et adhésion et elle serait étudiée. Mais la France coloniale décadente qui a oublié qu'elle a été éjectée du cercle des grandes puissances depuis 1956, date à laquelle les Américains et les Soviétiques ont décidé de prendre en main la gestion du monde et en finir avec les anciennes puissances coloniales. Cette France «de plus en plus inapte, incapable et

aveugle» digère mal que des anciennes colonies ont «décidé de ne plus être sa cour arrière et de sortir définitivement de l’Afrique de Papa ». Ceci est d’autant plus inacceptable lorsque l’architecte principal de ce dispositif n’est autre que l’ANP digne héritière de l’ALN, qui l’a déjà battue.

Les manœuvres françaises n’ont pas tardé à reprendre de plus belle. En fait, elles n’ont jamais cessé dans le Sahel; au contraire, les services français s’efforcent de coordonner entre les différents acteurs qui essaient dans la région. Ce n’est plus un secret pour personne que le Makhzen est le producteur numéro un mondial de drogue (kif) et que ce produit inonde des marchés importants en Europe du Sud, au Machrek arabe et dans les pays du Golfe. Le chemin le plus court étant le passage par l’Algérie en direction de la Tunisie pour aller vers l’Italie, en direction de la Libye pour débarquer dans le marché grec et égyptien, mais aussi en direction du Soudan pour aboutir vers l’Arabie saoudite (grand consommateur de drogue et les affaires découvertes au Liban et en Syrie sont édifiantes) puis vers le Golfe.

L’Algérie a fait de la lutte contre le trafic de drogue une priorité aussi importante que celle de la lutte contre le terrorisme. Ce n’est pas parce que ces deux fléaux agissent comme des vases communicants l’un protégeant l’autre et l’autre le finance. C’est aussi un choix d’éthique humaine. La drogue est une arme de destruction massive d’un peuple, elle est la cause de plusieurs maladies physiques et mentales qui consomment des budgets colossaux enlevés à d’autres secteurs de développements. Le trafic de drogue est le côté caché (de gros intérêts financiers) de l’alliance entre la France et le Maroc.

Par déduction et analyse, le seul chemin de transport de la drogue reste à travers le Sahara occidental, la Mauritanie, le Mali et le Niger. C’est pour cela que la France soutient le Maroc dans son occupation du Sahara occidental, elle ne peut le priver de «voie royale de transport de drogue vers le Sahel» et c’est aussi pour cela qu’elle voyait d’un mauvais œil le regroupement des pays du Sahel avec l’Algérie dans la lutte contre le terrorisme et son corollaire et source de financement :le trafic de drogue. Le CEMOC était perçu comme une menace réelle et efficace contre les trafiquants de drogue. Le coup d’Etat Sarkozyen en Libye a permis de créer un nouveau territoire «sans autorité et sans lois» ce qui fait le bonheur des trafiquants de drogue. La destruction programmée de l’Etat libyen avait un autre objectif, celui de revendre sur le marché noir toutes les armes dont les terroristes avaient besoin. Les terroristes déjà recrutés, embrigadés, entraînés par les services des pays occidentaux, seraient en fin de compte armés et pourraient passer à l’action.

Leur avancée et leurs menaces seraient exploitées et serviraient de prétexte pour l'intervention des forces étrangères dans ces régions. L'Aqmi reprend son activité, le Mujao (Mouvement d'Unité et de djihad en Afrique occidentale) est né ex nihilo et annonce son alliance avec l'Aqmi, qui noue une alliance avec les mouvements islamistes touareg dont Ansar Eddine. (Une avancée conséquente depuis que Ayyad Ag Ghali est revenu de Djeddah). Le Nord-Mali s'embrase en quelques jours et son armée s'effondre (une armée que l'Occident a entraînée et équipée à coups d'effets d'annonce et de communiqués de presse). Les villes tombent une à une, rien ne paraissait pouvoir stopper cette avancée de la nébuleuse sur un terrain découvert qu'un nombre infiniment petit d'avions aurait pu stopper et détruire. C'était le prétexte pour ameuter le monde, sauver le Mali de la déferlante intégriste et revenir sur le «lieu du crime avec la bénédiction de l'appel du pouvoir légitime en place».

L'OPERATION SERVAL, PRETEXTE POUR UN REDEPLOIEMENT MILITAIRE NECOLONIAL AU SAHEL

Officiellement selon les sources françaises, l'opération SERVAL est une opération militaire menée au Mali par l'armée française. Lancée en janvier 2013 et menée dans le cadre de l'intervention militaire au Mali, elle s'est achevée en juillet 2014. Cependant, des détails sont nécessaires au lecteur pour comprendre la rapidité du processus qui a abouti à cette intervention militaire de l'ancienne puissance coloniale au Sahel. Du point de vue légal et légitimité internationale, cette intervention est en flagrante opposition avec la Résolution 2085 du Conseil de sécurité des Nations unies datée du 20 décembre 2012. Cette résolution du Conseil de sécurité prévoit la création de la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine. Dans l'esprit le Conseil de Sécurité des Nations unies, par cette résolution, est en conformité avec les résolutions de l'UA et des mécanismes régionaux auxquels est associée l'Algérie et dont le CEMOC constitue le socle principal. Hélas! Les puissances coloniales ne sont pas à une atteinte près de la légalité internationale, qu'ils votent et qu'ils piétinent. Comme les USA une décennie plus tôt, qui est allée seule et contre la volonté de la communauté internationale pour envahir l'Irak et a fini par «régulariser par des résolutions post-crime commis, pour échapper au jugement». Les actes provocateurs des différents groupes terroristes ont commencé au début de l'année 2012 et ont duré toute une année.

Tous les appels de l'Algérie en direction des pays du CEMOC pour réagir, ainsi qu'à l'UA sont restés vains, comme si quelque part une décision occulte

(suivez votre regard vers l'Occident) pousse au pourrissement a été prise. Le 15 novembre 2012 (soit onze mois après la reprise des armes par les terroristes et leurs avancées programmées en direction des villes du Nord-Mali). Le président français, François Hollande, reçoit le président nigérien à l'Élysée pour discuter d'une intervention française et de la protection des exploitations française des mines d'uranium, au Niger, à la frontière avec le Mali.

Les présidents nigériens et français pouvaient poser ce problème dans le cadre du CEMOC (puisque la France membre de l'OTAN est liée par un accord de coopération avec l'Algérie et cette coopération rentre dans le cadre de la coopération internationale de lutte contre le terrorisme) prétexte que la France a soulevé pour demander à l'Algérie l'autorisation de survoler son territoire dans le cadre de l'opération SERVAL. La France avait un objectif : revenir au Sahel et prouver encore qu'elle a de l'influence et surtout qu'elle est encore une puissance néocoloniale.

La crise économique par laquelle passe la France n'a pas empêché le gouvernement socialiste d'aller dans une guerre coûteuse et sans gains stratégiques. Le naturel des socialistes «guerriers coloniaux» est revenu au galop. Les Algériens revoyaient cette «aventure néocoloniale au Mali» comme si Mendès France ou Guy Mollet étaient au pouvoir et François Mitterrand ministre de l'Intérieur. La droite a été unanime dans son opposition à cette guerre, non pas pour les beaux yeux des Africains, mais uniquement pour des considérations de politiques interne et budgétaires.

Dominique de Villepin estime qu'«aucune des conditions de la réussite n'est réunie». Valéry Giscard d'Estaing, tout en approuvant l'arrêt de l'avancée vers Bamako des forces djihadistes, met en garde contre des frappes aériennes qui toucheraient les populations civiles et contre ce qu'il appelle «une évolution (...) de type néo-colonialiste». Alain Juppé émet des doutes sur la pertinence d'une opération au sol». Cette intervention a été coûteuse pour l'économie Française «Le surcoût de l'opération SERVAL pour le budget de la défense français s'élève, après dix jours, à 30 millions d'euros, montant qui est passé à 50 millions vers la fin du mois de janvier pour atteindre, au 1er février 2013, 70 millions d'Euros. Fin février 2013, le budget est estimé par l'Assemblée nationale française à 100 millions d'euros. Dans un rapport parlementaire d'information dédié à l'opération SERVAL déposé le 18 juillet 2013, les députés Christophe Guilloteau et Philippe Nauche évaluent les surcoûts engendrés par les opérations au Mali à 250 millions d'euros à la fin du mois de mai 2013. Ces surcoûts devraient dépasser les 400 millions d'euros à la fin de l'année 2013

selon le chef d'état-major des armées français, l'amiral Edouard Guillaud.

Fin 2013, la Cour des comptes évalue le coût total de l'opération à 647 millions d'euros». Une autre information qui donne les détails des prises de guerre aux rebelles au Mali rapporte : «Au 1er août 2013, les troupes françaises ont saisi au niveau armement 100 fusils, 150 mitrailleuses, 30 lance-roquettes, 20 mortiers, 20 canons et 3 missiles sol-air SA-743. Elles ont saisi également 220 tonnes de munitions. 30 tonnes ont été reversées aux forces armées maliennes, ...12 tonnes de nitrate d'ammonium, produit qui permet de réaliser des bombes artisanales, 9000 litres de Gas-oil et d'essence et 200 «moyens de communication» sont également pris sur l'ennemi». Vous noterez que sur 220 tonnes de munitions saisies, l'armée française riche, puissante et libératrice n'en a donné que 30 à l'armée malienne. L'opération Serval peut se résumer en ceci. Quelques forces occultes ont laissé les terroristes s'organiser, s'armer et attaquer sans réagir et empêcher le CEMOC de prendre des décisions anticipées et le mettre devant le «fait accompli français».

Ce que les terroristes ont mis une année à conquérir, l'armée française a mis moins d'un mois pour le reconquérir. L'opération a commencé le 11 janvier 2013. Le 2 février 2013 (soit 22 jours après le début de l'opération) le Président François Hollande visite Tombouctou, son égo colonial est satisfait, il a eu comme son prédécesseur sa guerre en Afrique et l'a remportée. Après s'être invitée par la force et imposée par le vide et la discordance sahélo-saharienne, la France voulait remporter une autre victoire morale. Elle a tenté de donner à l'Algérie «un rôle de second ordre qui serait sous les ordres des Nations unies». Sachant dès le départ que ce commandement ne saurait être que français ou américain. Ce que l'Algérie n'accepterait jamais. Les considérations d'ordre financier ne sont pas loin. Aucun budget n'est proposé, ni programmé.

Au vu de l'espace sahélien, les dépenses de logistiques sont capables d'engloutir des budgets de défense entiers. Une grande question de fond reste posée sur cette opération, ces tenants et ses aboutissants. Le 10 janvier 2013 le Président malien demande l'intervention de la France pour stopper «l'avancée des terroristes vers le sud du pays». Début janvier 2014 le même Président malien demande au Président algérien son aide pour intervenir au Mali dans le but de rechercher une paix durable et une reconstruction sociale, politique, sécuritaire et mettre les bases d'un développement harmonieux dans la paix et la sérénité. A quoi aurait servi tout ce tapage médiatique autour de l'intervention militaire française au Nord-Mali ? SERVAL est le nom de code de

cette opération. Le serval est un chat du désert. On n'est pas loin du P....de chat.

LE RETOUR DU PATERNALISME NEOCOLONIAL

Depuis quelques jours, l'insécurité et la violence terroristes refont surface au Nord-Mali. Cette recrudescence de la violence n'est pas due au hasard. Elle précède une nouvelle période d'instabilité, qui ferait de la région du Sahel et spécialement les frontières avec l'Algérie, une zone de hautes turbulences. Notre analyse se base sur une chronologie événementielle qui marque les luttes entre les forces de liberté, de paix et de développement face aux forces déstabilisatrices, de guerre et de sous-développement. Les positions de principes de l'Algérie et de son armée n'ont pas changé d'un iota puisqu'elles sont le reflet de convictions intimes. Par contre, les forces étrangères coloniales, néocoloniales et même post-coloniales redoublent de férocité et font appel au passé colonial, à leurs instruments recyclés et à de nouveaux éléments déstabilisateurs et maléfiques, qui ont fait leurs preuves dans d'autres régions du monde, spécialement dans le Monde arabe et en Afrique.

Le CEMOC ET LA GUERRE AU NORD MALI

Dans une contribution en date du 27 mars 2013, parue dans Algérie 1 com, Rafik Benaceur rapporte : «Les pays du "champ" à savoir l'Algérie, le Niger, le Mali et la Mauritanie vont-ils franchir le pas et s'engager concrètement dans les combats contre les terroristes dans le sahel, notamment au nord du Mali ? Le communiqué qui a sanctionné la réunion du Comité d'état-major conjoint (CEMOC) des quatre pays tenu à Nouakchott ne le dit pas expressément met le suggère. «Les mesures doivent permettre de faire face aux menaces sécuritaires et à la prolifération du crime organisé dans l'espace commun des pays membres». On ne sait pas exactement à quoi consisteraient ces «mesures sécuritaires». On sait en revanche que les chefs d'états-major d'Algérie, du Mali, du Niger et de la Mauritanie sont pleinement conscients que la sous-région fait face aux menaces sécuritaires clairement identifiées à savoir la menace terroriste et celles du crime organisé. La réunion de Nouakchott a donc servi à faire une évaluation objective de la situation sécuritaire au Sahel, notamment depuis l'intervention armée franco-africaine en fait de l'armée du Mali pays concerné et de l'armée du Tchad). Cela dit, il est clairement souligné que les membres du Cemoc ont examiné les «moyens de renforcer (leur) coopération à la lumière des derniers développements sécuritaires dans le Sahel où sévissent des groupes liés à Al Qaïda». Les quatre pays vont-ils envoyer des troupes sur le terrain pour prêter main-forte

aux forces franco-africaines dans le nord du mali? Si pour le Mali, son armée est déjà engagée, l'Algérie, le Niger et la Mauritanie se gardent bien d'en dire plus là-dessus, même si s'agissant de l'Algérie, sa doctrine de non-ingérence lui commande de ne pas envoyer des soldats algériens au-delà de ses frontières.

Il reste que la perspective de la transformation de la mission de soutien au Mali (MISMA) en une mission des Nations unies pourrait inciter le Cemoc à participer à cet effort de guerre pour éradiquer les groupes terroristes au nord. L'ONU, faut-il le rappeler, envisage de déployer au Mali une mission de maintien de la paix forte de 11 200 hommes au maximum, accompagnée d'une «force parallèle» pour combattre les extrémistes islamistes, selon un rapport du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon présenté mardi dernier. Peut-être que dans cette «force parallèle», figureraient des escadrons des pays dits du "champ" CEMOC.

La visite de travail et d'inspection effectuée dimanche au siège du CEMOC à Tamanrasset par le patron de l'AFRICOM, Carter Ham semble le suggérer. Le secrétaire général des Nations unies se fait le porte-parole des puissances coloniales et néocoloniales qui ne veulent pas se faire à l'idée que les peuples avides de liberté et d'indépendance n'acceptent plus de jouer des rôles secondaires surtout en ce qui concerne leur propre sécurité et à leurs frontières, encore moins quand il s'agit d'opérations se déroulant sur leurs territoires. Sur ce plan, il offre ni plus ni moins qu'un rôle de "chair à canon" à cette force parallèle donc secondaire où les escadrons des pays du champ, c'est-à-dire les pays du Cemoc, qui serait chargée de combattre les terroristes. La force des Nations unies, chargée du maintien de la paix, se «mettrait à l'abri sur les lignes arrières et toucherait les primes d'indemnité, en devise forte, payées par les Nations unies. Il ne sert à rien de dire que cette force de maintien de la paix «serait essentiellement occidentale Elle est neutre, professionnelle et capable de «reconstruire la paix, elle est différente des forces locales qui ne sont pas formées à la démocratie, impliquées ethniquement et socialement».

L'Algérie n'a pas d'autres choix que celui de refuser ce marché de dupes de soumettre son armée à un commandement étranger, surtout à ses frontières. Le lecteur aura remarqué que la stratégie de l'Occident «créateur et manipulateur des hordes terroristes, leur facilite la prise d'espaces et voudrait les reconquérir selon son bon vouloir. Il choisit les modalités, le moment et les espaces à reconquérir. Les pays concernés directement doivent se contenter des rôles secondaires qu'on leur attribue. Des années plus tard, ni l'armée

syrienne encore moins l'armée irakienne n'ont le droit de libérer Alep, Raqqa ou Mossoul.

C'est l'armée américaine qui désigne les forces qui doivent participer à la libération, fixe les priorités et les dates. Les tentatives de maintien de leurs influences dans leurs anciennes colonies, de la part des ex-puissances coloniales, est «une maladie congénitale inguérissable du moins avec le temps, son seul remède est l'éradication par amputation». Néanmoins nous devons tirer toutes les conclusions nécessaires pour que nous ne tombions pas dans les travers de notre bonne foi.

Si l'ex-puissance coloniale tente de revenir à la charge, avec l'aide de nouvelles puissances néo coloniales «le grand maitre du jeu» en l'occurrence, il faudrait que l'on se pose les vraies questions quant aux véritables intentions de ceux que nous considérons comme frères, voisins et amis. Nous poser les vraies questions de savoir s'ils sont réellement déterminés «dans ce qu'ils annoncent comme intentions» ou bien sont-ils parfois «les messagers-sondeurs de nos intentions quand ils ne sont pas le feu de diversion qui cache la vraie manœuvre du colon et à laquelle ils ont adhéré avant de venir nous voir». Le Président malien a demandé l'aide de l'Algérie pour trouver une solution pacifique au problème du Nord-Mali en janvier 2014, alors qu'il a opté pour une action militaire avec l'aide de la France en janvier 2013.

En demandant l'aide de l'Algérie, il préparait l'affaiblissement voir l'éclatement du Cemoc par sa participation à la création du Groupe des cinq Etats du Sahel (G5). Cette création allait avoir lieu dans moins d'un mois (février 2014) au Tchad. (Pays non-membre du CEMOC et connu pour l'alignement de sa politique sur celle de la France, comme ce fût le cas sur l'intervention étrangère en Libye, mais surtout pour être un pays qui met son armée au service des desseins militaires français dans le Sahel).

PAYS DU SAHEL, LE RETOUR VERS LE CADRE FRANCE-AFRIQUE

Le terme «Afrique de Papa» apparaît juste après la période des indépendances en Afrique dans les années soixante. De Gaulle a créé un super ministère de la coopération qu'il a remis à un fidèle parmi les fidèles : le sinistre Faucard. L'arrivée des socialistes au pouvoir en France en 1981 a voulu faire croire au monde que cette France socialiste est différente de la France de droite. Les Algériens connaissent le «vrai visage colonial hideux des socialistes, ils en ont fait les frais durant la glorieuse guerre de libération et ont surtout souffert des actes du terrible du protecteur des colons François

Mitterrand ministre de l'intérieur et de la justice guillotineur de Ahmed Zabana et ses frères». Les socialistes ont l'idée de changer de maquillage du sinistre ministère de la coopération et le remplacer par un cadre plus pompeux : France-Afrique. Pour avoir une idée sur cette «France-Afrique», j'invite le lecteur à me suivre à travers une contribution de Dally Gogognon parue dans la revue électronique Cameroonvoice.com en date du 22 Novembre 2013 la «France-Afrique» c'est le traité de sourds que les colons ont imposé aux leaders Africains avant la proclamation des fausses indépendances entre 1958 et 1960. Ces traités sont un ensemble de principes ou de foutaises inchangeables notamment; le (FCFA) ou Franc des comptoirs français d'Afrique. Cette monnaie française en Afrique, selon les closes qui ont abouti aux promulgations des indépendances supposées doit soutenir inconditionnellement le Franc français de l'époque.

En d'autres termes, la France doit être l'unique ouverture diplomatique, commerciale, industrielle et technologique de ses colonies. Pas de concurrents aux entreprises françaises dans ses colonies. Tous les chefs d'Etat des colonies Françaises doivent impérativement dire bonjour au Président de la République Française tous les matins entre 11h et 12h. Aucun retard n'est tolérable. Chaque chef d'Etat de la colonie doit soutenir financièrement et matériellement le Président français à tout moment et ne doit lui désobéir. Les chefs d'Etat et leurs familles passeront impérativement leurs vacances en France, de même que tous les membres des gouvernements respectifs. Les chefs d'Etat, leurs familles et gouvernements respectifs se soigneront en France. Les accords militaires entre la France et ses colonies resteront intacts. La France restera toujours le tuteur légal et légitime de ses colonies à l'ONU. Celui qui se dérobe de l'un de ces principes sera chassé du pouvoir. Celui qui respectera tous les principes du traité à la lettre, demeurera au pouvoir sous la protection de la France jusqu'à la fin naturelle de son séjour sur terre. De nos jours, le principe reste le même et le réseau (France-Afrique) s'est élargi à certaines ex-colonies anglaises pour ne pas dire tous les pays membres de la (CEDEAO) communauté économique des états de l'Afrique de l'Ouest.

Il faut lire le livre de Faucard ou Mr Afrique de l'Etat Français pour découvrir l'identité et le fonctionnement du monstre «France-Afrique».

Cette parenthèse d'histoire est d'actualité car elle nous permet de comprendre certains comportements de nos frères, voisins et amis du Sahel. L'Algérie ne leur fait pas peur. Elle respecte scrupuleusement sa parole et ne s'ingère jamais dans les affaires internes des pays étrangers et surtout chez ses

voisins. Elle ne représente aucune menace sur «la sécurité du pouvoir en place, car elle considère cela comme une affaire interne qui concerne ce pays et son peuple». C'est donc un voisin gardien du pouvoir en place. De plus, c'est un pays riche et quand ses disponibilités financières le lui permettent, elle accorde les prêts à bas taux d'intérêts, parfois sans taux d'intérêts, parfois des dons et quand elle le peut, elle efface l'ardoise. C'est donc un bon « tiroir-caisse ». Elle reçoit tous les émigrants pauvres que la pauvreté et le chômage ont mis sur les routes de l'exil, sans chantage ni trop de bruit. Elle les accueille, leur offre la paix et le travail si possible et ne les renvoie que si leurs pays d'origine le demande. C'est un pays hôte facile et sans problème. Certains dirigeants politiques des pays du Sahel pensent que, par contre on ne rigole pas avec les Occidentaux qui nous ont colonisés, spoliés, tués, massacrés, violés, volés, corrompus et interviennent comme ils veulent, quand ils veulent dans notre vie politique faisant et défaisant notre classe politique et nos pouvoirs.

Le CEMOC a été une lueur d'espoir dans cette longue nuit de reconquête et de parachèvement de l'indépendance sécuritaire, hélas cette lumière n'a pas eu l'occasion de poursuivre son chemin et la dure réalité de la France-Afrique a repris le dessus. A nous de revoir nos copies et stratégies. Une année après la «victoire éclatante sur le terrorisme au Nord-Mali», la France met en marche son plan de reprise en main du Sahel. Le CEMOC est amputé de trois de ses membres (Mauritanie, Mali et Niger) qui sont allés rejoindre une autre entité le groupe des cinq pays du Sahel (G5).

Au mois de décembre 2014, la France place un autre élément dans son puzzle de retour au Sahel, cette fois à partir du Sénégal. Le journal Le Matin rapporte dans son édition du 16 décembre 2014 sous le titre: "Forum sur la paix de Dakar : le déshonneur africain". Le "Forum international sur la paix et la sécurité en Afrique" qui s'est ouvert lundi 15 décembre, à Dakar au Sénégal, prolonge l'initiative française du sommet élyséen qui avait réuni des chefs d'État africains l'an dernier à Paris (après la fin de l'opération Serval. Le sommet en question avait vu circuler l'idée de la mise en place à court terme d'une force de réaction rapide "africaine". L'intitulé du "Forum" adopté par l'événement de Dakar n'enlève rien à son importance et à sa portée. Parmi les trois cents participants qui y assistent figurent des chefs d'État (Ibrahim Boubacar Keïta (Mali), Mohamed Ould Abdel Aziz (Mauritanie) des chercheurs, des universitaires, des militaires et même des industriels de l'armement. Les responsables de l'Africom et des opérations françaises dans la bande sahélo-saharienne sont de la rencontre. La Fondation pour la

recherche stratégique, think tank français, apparaît comme le partenaire majeur de l'initiative. Nous sommes là devant un témoignage majeur de l'importance de la place africaine reconquise par la France.

Le Général d'armée Pierre de Villiers, chef d'état-major des armées françaises, déclarait récemment assumer le leadership de la coalition dans la région. Nous en avons une nouvelle preuve. Sur le papier, l'Union africaine (UA), s'affabule toujours de "la responsabilité principale de la promotion de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Afrique". Sur le terrain, ses missions sont, à l'évidence, dévolues à l'ancienne puissance coloniale qui agit de concert avec l'hyper-puissance états-unienne. La rencontre de Dakar porte un sévère coup aux prétentions africaines d'assurer et promouvoir la paix et la sécurité sur le continent.

LE GROUPE DES CINQ PAYS DU SAHEL (G5), UN CLONE DU CEMOC AUX DEFORMATIONS CONGENITALES NEOCOLONIALES

Ci-dessus dans cette contribution nous avons repris les réactions d'un Think Tank Français (centre de recherche sur le terrorisme) qui a considéré la création du CEMOC comme une action anti Française, alors que la France n'est pas un pays du Sahel et encore moins victime du terrorisme qui touche le Mali. Cette réaction épidermique réactionnaire ne peut être perçue que sous le prisme d'une puissance coloniale qui considère que ses anciennes colonies sont toujours sous son emprise et ne doivent rien entreprendre qui renforcerait leurs indépendances. Le CEMOC en tant qu'acte de souveraineté ne doit pas exister et surtout la liberté prise dans la décision doit être combattue, voir bannie. La mise en place d'un dispositif ayant pour but de «paralyser le CEMOC et le rendre caduc», a commencé avec les manipulations des groupes terroristes, qui ont servi de prétexte à l'opération SERVAL et au retour militaire de la France dans le Sahel, notamment la Mauritanie, le Mali et le Niger.

Le G5 (qui regroupe la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Tchad et le Burkina Fasso) est né en février 2014, d'une volonté commune de lutter contre le terrorisme en alliant sécurité et développement. Alors que les groupes terroristes opèrent en passant d'un pays à l'autre pour mener des attaques, se ravitailler ou rejoindre des zones refuges, le G5 se dote d'outils régionaux et planifie régulièrement des opérations conjointes avec le soutien de l'opération Barkhane (opération militaire regroupant les pays membres du G5 sous commandement Français).

Dans une contribution publiée le 3 mars 2016 par RFI Afrique, l'envoyé spécial qui couvre le sommet de Ndjamena rapporte sous le thème de la coopération transfrontalière «En réalité, les pays de Sahel travaillent déjà ensemble, notent les experts, dans le cadre d'opération militaires transfrontalières qu'il faut considérer comme «la première étape fonctionnelle de cette force» : onze opérations de ce genre ont déjà été menées. La dernière l'opération «Gabi» (Force) mobilisant près de 300 militaires maliens, burkinabè et français est actuellement en cours à la frontière entre le Mali et le Burkina Faso, avec un poste de commandement tripartite à Sévaré-Mopti. Mais ces opérations sont programmées des mois à l'avance, et «les terroristes très bien renseignés parviennent souvent à passer entre deux ratissages. Il faut combler les trous entre les planification». Sur le volet de la fluidité des échanges de renseignements, il ajoute «Pour faciliter l'alerte et les échanges de renseignements, la rédaction d'«annuaire cartographique», qui répertorie les numéros de téléphone portable des militaires des deux côtés d'une même frontière a été lancée. «Une fréquence radio commune est maintenant utilisée», précise un militaire malien depuis son poste de commandement tactique. Plus ambitieux, le projet de plateforme de coopération de sécurité sur lequel travaille le G5 avec l'élaboration d'un réseau Internet sécurisé. «Il faut déjà mettre en place les tuyaux, et après les forces de sécurité se parleront et échangeront», conclut un expert français. Sur le terrain, la question des droits de poursuite en territoire voisin reste encore délicate. Ponctuellement, les incursions sont autorisées, mais rien n'est formalisé.

A ce niveau, l'essentiel des discussions se fait en bilatéral, et pas encore à l'échelle du G5. Pour fluidifier les déplacements dans les pays membres dans la zone G5, il a été décidé de supprimer les visas pour les acteurs du G5. Ici, certains parlent même de la mise en place d'une compagnie aérienne transsahélienne, tant il est vrai que les liaisons aériennes est-ouest sont compliquées en Afrique». Enfin, le correspondant aborde la question des renseignements et parle de la création d'un centre régional des renseignements généraux «Autre projet ambitieux : le Centre sahélien d'analyse des menaces et d'alerte précoce, soutenu par l'ONU, vient petit à petit s'agréger au G5. C'est quelque chose d'important. Il s'agira des renseignements généraux de toute la zone», résume-t-on ici. Il pourrait rejoindre à Bamako le Collège sahélien de sécurité, qui fonctionnait jusqu'alors sur un mode itinérant, mais dont il a été décidé qu'il serait désormais «fixé» donc dans la capitale malienne, avec une aide financière de sept millions d'euros venant de l'Union européenne. Le Comité de défense et de sécurité s'est prononcé aussi pour l'installation de l'Ecole régionale de guerre dans ses

locaux mauritaniens à Nouakchott. Reste encore à trouver des financements.

La prochaine étape, probablement mai prochain, sera donc une table ronde des partenaires financiers. «Je pense que l'on pourra s'entendre sur des projets alliant sécurité et développement, des routes par exemple. C'est bien là l'esprit du G5». Pour une structure régionale, sous l'impulsion d'une grande puissance comme la France dont le créneau à la mode est l'aide aux pays sous-développés, titre important dans les discours créateurs de cette structure. Aucune allusion à des projets structurants de développement de la zone du Sahel n'est faite. Nous avons pris à escient une contribution de RFI pour montrer que c'est un média Français qui rapporte l'information. Tout tourne autour «de l'action militaire et de l'élargissement de son champs d'action pour y inclure le Tchad et le Burkina Faso».

Comme il s'agit d'intérêts néo coloniaux, l'Union européenne est mise à contribution et met la main à la poche pour financer des opérations. Aujourd'hui, les Nations unies, dans des rapports alarmants annoncent que neuf millions de personnes sont menacées de mort par la famine autour du Lac Tchad. Une seule ration de combattant de l'OTAN pourrait subvenir aux besoins vitaux de toute une famille menacée par la famine dans le Sahel. Si l'OTAN est réellement une force de paix, il pourrait faire l'effort d'offrir, un jour sur trois, les rations militaires de ses soldats pour ses affamés. Si l'OTAN prend cette décision humaine et humanitaire, je suis sûr que l'Algérie proposerait de convoier par air cette aide gratuitement.

LE NÉOCOLONIALISME EN AFRIQUE, L'ALGERIE SEULE CONTRE TOUS

Depuis quelques jours l'insécurité et la violence terroristes refont surface au nord Mali. Cette recrudescence de la violence n'est pas due au hasard. Elle précède une nouvelle période d'instabilité, qui ferait de la région du Sahel et spécialement les frontières avec l'Algérie, une zone de hautes turbulences. Notre analyse se base sur une chronologie événementielle qui marque les luttes entre les forces de liberté, de paix et de développement face aux forces déstabilisatrices, de guerre et de sous-développement. Les positions de principes de l'Algérie et de son armée n'ont pas changé d'un iota puisqu'elles sont le reflet de convictions intimes. Par contre, les forces étrangères coloniales, néocoloniales et même post-coloniales redoublent de férocité et font appel au passé colonial, à leurs instruments recyclés et à de nouveaux éléments déstabilisateurs et maléfiques, qui ont fait leurs preuves dans d'autres régions du monde, spécialement dans le monde arabe et en Afrique. L'Algérie a tendu une main fraternelle franche pour aider ses frères et voisins

du Sahel pour faire face au terrorisme transfrontalier, qui se nourrit du grand banditisme et des trafics. Elle a proposé dès 2010 la création du Comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC).

L'Algérie voulait apporter la preuve que les pays africains, après cinquante années d'indépendance sont majeurs et peuvent se charger de leur sécurité. C'était une réponse claire et nette que la période coloniale est bel et bien finie. Que l'ancienne puissance coloniale n'avait plus de jardin arrière ou arrière-cour à défendre. C'était aussi une réponse à la nouvelle puissance post-coloniale qui a inventé de nouvelles méthodes de guerre «Clean and Soft» pour se mettre en position forte en Afrique pour faire face à la Chine. Les USA après les expériences réussies de manipulations du terrorisme religieux en Afghanistan, en Irak et ailleurs, a procédé à son transfert au Sahel où elle a utilisé les mêmes procédés de financement et de conditionnement idéologique (wahhabisme financier et doctrinal). Cette mise en scène devait servir de prétexte pour la création puis l'installation de l'AFRICOM dans le Sahel. La création du CEMOC était une réponse politique et diplomatique à cette stratégie.

L'ALGERIE SEULE CONTRE TOUS

Après la mise en scène tragique des événements au nord Mali, où l'ancienne puissance coloniale et «le grand maître du jeu» ont fait courir des risques à l'Etat du Mali et aux autres pays de la région, la situation sécuritaire sur le terrain n'a pas changé et ce, malgré «les dispositifs» mis en place. Ni l'opération SERVAL n'a éradiqué le terrorisme au Nord Mali, ni le G5 n'a apporté des solutions aux anciens et nouveaux défis sécuritaires dans la région. De notre point de vue, l'essentiel pour la France et de sécuriser des zones «d'exploitations de richesses naturelles dans la région ou au moins trouver des prétextes et imposer des mécanismes et institutions qui légalisent sa présence militaire dans la région».

Sinon comment expliquer l'élargissement du G5 au Tchad et au Burkina Faso alors que le Tchad fait face sans résultats, à Boko Haram dans la région du lac Tchad. D'où proviennent les financements de l'armée tchadienne qui arrive à être impliquée au Nigéria, au Soudan, au Mali et en Afrique centrale ? Dans l'intérêt de qui le Tchad sécurise la «nouvelle route de la drogue marocaine, le long de la frontière libyenne, tchadienne, soudanaise pour traverser le Darfour et aboutir sur la mer rouge en face de l'Arabie saoudite ?» Ya-t-il un lien entre la drogue marocaine et le terrorisme au Sahel ? Qui le protège et en tire les bénéfices ?

Dans une tentative renouvelée, l'Algérie cherche à proposer des portes de sorties pour les crises qui secouent la région et qui se compliquent davantage après les «interventions néocoloniales françaises». Dans une contribution en date du 7 janvier 2015, parue dans "Le matin", sous le titre L'Algérie tente de réanimer le Comité des chefs d'état-major conjoint (CEMOC), il est mentionné «Après un sommeil de plusieurs mois, le Comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC) est réactivé par l'Algérie.

Le CEMOC se réunit épisodiquement

Sans prolongement opérationnel toute fois. La dernière réunion a eu lieu au Tchad en juillet dernier, mais sans grandes conclusions (normal après la création forcée du G5 et les divergences algéro-tchadienne sur la Libye). Depuis la situation a eu tout le loisir de se dégrader aux frontières sud de l'Algérie. L'instabilité au Nord-Mali, le chaos libyen et les menaces de plus en plus pressantes de Boko Haram près du Lac Tchad semblent avoir décidé l'Algérie et les pays du Sahel à réactiver le Comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC)... La rencontre porte sur un échange d'analyses et d'informations, et l'établissement du bilan des actions, conformément à la stratégie de lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée adoptée entre ces pays.

Dans une allocution en début des travaux, le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, a indiqué que cette rencontre permet de débattre de différents aspects de la coopération en perspective, pour parvenir à "déterminer les missions du nouveau mécanisme de coopération que constitue le CEMOC (Comité d'état-major opérationnel conjoint), et, de là, à confirmer notre capacité d'adaptation, de coordination et d'accompagnement des développements de la situation et de notre préparation à y faire face"... Il a conclu à la nécessité de renforcer la coopération et la coordination, rappelant, à ce titre, les efforts qui ont été déployés, et qui le sont encore, par l'Algérie pour trouver un règlement politique à la crise malienne. Des efforts qui, a-t-il dit, "ont permis de finaliser un projet d'accord définissant les grandes lignes d'une démarche pour un retour à la paix et la réconciliation nationale dans ce pays, tout en préservant son intégrité territoriale, sa souveraineté nationale et son caractère républicain".

Le général de corps d'Armée a ajouté que des efforts similaires sont entrepris pour l'élaboration d'un projet de médiation pour l'instauration d'un dialogue global en Libye, accepté par l'ensemble des courants sur la scène libyenne, "sans recours à la violence, et loin de toute forme d'intervention dans les

affaires intérieures de ce pays”. Comme pour répondre à ces pays qui demandent, comme Idriss Deby, l’intervention de l’ONU en Libye, le vice-ministre de la Défense a déclaré : “Nous exprimons notre attachement total à ce cadre de coopération dans le cadre duquel nous exprimons, en toute liberté et dans la sérénité, notre point de vue et analyse sur les questions sécuritaires concernant notre région”.

L’OPERATION BARKHANE, UN DISPOSITIF MILITAIRE FRANÇAIS DANS LE SAHEL POUR ENCERCLER ÉCONOMIQUEMENT L’ALGERIE

L’opération Barkhane est une opération militaire française dans le Sahel. C’est une opération qui vient juste après l’opération Serval qui avait pour prétexte de lutter contre les groupes terroristes au Mali, qui «menaient d’occuper Bamako». Selon le cri de détresse du président malien en 2012 et auquel a répondu le président français. Cette opération est la suite logique de la création du G5 qui lui a donné «une couverture légale et institutionnelle». Selon le dossier de presse publié sur le site du ministère de la Défense française il est rapporté sur ce plan:

«Lancée le 1er août 2014, Barkhane est une opération conduite par les armées françaises. Elle repose sur une approche stratégique fondée sur une logique de partenariat avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso. Elle est commandée par le général de division Patrick Brethous. Regroupés depuis le mois de février 2014 au sein d’un cadre institutionnel baptisé du nom de «G5 Sahel».

Ces pays ont décidé d’apporter une réponse régionale et coordonnée aux défis sécuritaires, ainsi qu’aux menaces que font peser sur eux les groupes armés terroristes (GAT). Dans ce cadre, ils ont manifesté leur volonté de conduire leur action aux côtés de la France considérée comme «un partenaire stratégique ayant toujours soutenu les pays du Sahel dans leurs actions de lutte contre le terrorisme»... Si Barkhane s’inscrit dans une nouvelle approche stratégique, elle se caractérise aussi par une logique de fusion et de partage des moyens qui, jusqu’alors étaient dévolus à des opérations distinctes (l’opération SERVAL au Mali, déclenchée en 2013 et (l’opération Epervier au Tchad, déclenchée en 1986). La présence des forces françaises est maintenue au Mali comme au Tchad, mais les moyens présents dans ces pays sont désormais mutualisés et les zones d’engagement étendues à l’ensemble de la BSS.

En terme clair, l’espace géographique concerné s’étend de la Mauritanie

jusqu'au Tchad, cela veut dire qu'il englobe la totalité des frontières algériennes avec le Sahel, de l'Ouest jusqu'à l'Est. L'opération Barkhane est commandée par un officier général depuis un poste de commandement unique stationné à N'Djamena, au Tchad (poste de commandement interarmées de théâtre ou PCIAT). Clairement cela veut dire que cette opération est commandée par un Commandement français qui se substitue à l'AFRICOM américain en attendant de trouver un siège à ce dernier. La presse de cette semaine a rapporté que le Maroc a donné son accord pour installer sur son territoire le commandement de l'AFRICOM. Qui a dit que l'Algérie n'est pas encerclée ? Qui a dit que nous sommes hantés par la théorie du complot ? Le cabinet de conseil CASSINI, spécialisé dans l'analyse géopolitique et cartographique, dans une étude du 16 juillet 2015, réalisée par Nicolas Desgrais, diplômé de l'Institut français de géopolitique, travaillant sur les questions de défense en Afrique, décrit de cette opération Barkhane comme suit :

L'opération Barkhane, un impératif de puissance pour la France «déclenchée le 1er août 2014 par l'armée française, s'inscrit dans un contexte géopolitique d'instabilité lourde dans la bande sahélo-saharienne. La présence de plusieurs groupes armés terroristes menace en effet, les Etats de la région, leurs populations et les intérêts français.

Afin d'éviter une jonction des différents foyers de terrorisme et l'instauration d'un califat islamique en Afrique, la France a décidé de régionaliser, au sein d'une même opération, les moyens déployés dans le cadre des opérations Serval au Mali et Epervier au Tchad et de renforcer sa coopération en matière de défense avec les pays du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger, Tchad).

Forte de 3000 hommes, l'opération Barkhane s'appuie sur un dispositif de forces pré-positionnées, qui en plus d'assurer une présence continue, fournit aux armées françaises des points d'entrée stratégiques sur les façades atlantique et orientale qui leur permettent une grande réactivité.

En outre, l'engagement de la France en Afrique contribue aussi à maintenir son statut de puissance mondiale. En effet, la France tire une grande partie de sa légitimité au sein des institutions internationales du rôle central qu'elle joue en Afrique en matière de gestion des conflits. Héritée de la période coloniale, sa présence militaire sur le continent reste importante (cinq bases militaires permanentes). Avec les opérations extérieures (OPEX), l'ensemble du dispositif compte environ 10 000 hommes. Cette présence s'appuie sur des

accords de défense et de coopération signés principalement avec des pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. Ce dispositif, complété par le réseau des Attachés de défense, permet à la France de s'imposer comme un partenaire de premier plan en matière de coopération militaire.

ANALYSE DES NOMS DE CODES DES OPÉRATIONS MILITAIRES FRANÇAISES DANS LE SAHEL

Toute opération militaire porte un nom de code. Le nom de code est généralement le reflet des objectifs de l'opération, mais surtout de l'état mental, psychologique «informe inconsciemment sur les intentions stratégiques du planificateur». Le nom de code est aussi étroitement lié aux conditions géostratégiques du moment de la planification et informe sur «les conditions du terrain dans lesquelles le planificateur évolue». En 1986 la France ne pouvait pas clairement apparaître sur le théâtre des opérations «militairement parlant» pour deux raisons. La première était que la guerre froide entre les deux superpuissances n'a pas encore basculé. La deuxième étant que le Président Mitterrand avait lancé «le grand mensonge de décolonisation politique en instaurant le nouveau cadre de coopération franco-africain. La première opération «dispositif épervier» au Tchad vient après une guerre larvée indirecte avec Kadhafi sur la bande d'Aouzzou au nord du Tchad. Le Symbole de l'épervier est lié à l'engagement français par la voie des airs. En effet, sur le terrain les guérillas successives ne permettaient pas aux soldats français d'évoluer en sécurité soit sous la présidence de Hicène Habré ou Goukouni Ouadei.

L'épervier est connu pour son envol haut dans le ciel, le repérage de sa proie (la bande d'Aouzzou riche en minerais qu'il veut rattacher à celle du Ténéré à Arlit ou la France exploite de l'uranium) L'épervier reste haut car il craint d'autres prédateurs plus dangereux dans les airs comme les aigles.

Après la fin de la guerre froide et la délégation qui lui a été accordée par les USA de faire le gendarme pour son compte en Afrique, la France a repris confiance. La disparition de Kadhafi et le chaos qui s'en est suivi (dont elle assume une grande responsabilité), la France intervient par l'opération Serval au Mali. Le Serval est un chat sauvage. Comme d'autres animaux, il marque son territoire, par son urine, mais il ne peut défendre ce territoire contre des prédateurs plus forts.

C'est ce que fait la France en ce moment, elle gère pour le compte des Etats Unis en attendant que ces derniers trouvent un lieu pour leur AFRICOM et que

la vraie bataille, avec la Chine commence en Afrique. Après le ciel, le moment est venu de se rapprocher du sol. L'opération Barkhane est la dernière-née des opérations françaises au Sahel «Une Barkhane ou Barcane est une dune de la forme d'un croissant allongé dans le sens du vent. Elle naît là où l'apport de sable est faible et sous des vents unidirectionnels». La France est passé au stade de construction de lignes de défense et de fortification. C'est une occupation spatiale. Je demanderais au lecteur d'aller sur le net et de voir les photos la géographie spatiale liée à l'opération Barkhane. Il saura que cette appellation n'est pas fortuite au vu de l'emplacement des frontières des pays qui composent le G5 et qui sont les pays sur lesquels s'est implanté le dispositif Barkhane. La carte géographique de Barkhane est à elle seule tout un projet d'encerclement militaire de l'Algérie.

Barkhane n'est pas uniquement un encerclement économique de l'Algérie en direction du Sahel. C'est tout un programme de mise en échec de toutes tentatives de développement des échanges commerciaux avec le Sahel et au-delà vers toute l'Afrique noire. C'est une tentative de mise à mort du NEPAD, comme la création du G5 a été une tentative de mise à mort du système africain de résolution de crises et création de forces uniquement africaines et sous commandement africain.

Barkhane c'est aussi et surtout une sécurisation d'un territoire qui sert «la route de la drogue du Maroc jusqu'à la frontière saoudo-soudanaise»

Dans aucun document relatif à Barkhane il est porté la lutte contre le trafic de drogue, pourtant les liens entre le trafic de drogue marocain, le trafic d'armes résultants de l'action française en Libye, avec les terroristes qui écument le Sahel a été maintes fois établis, prouvés et condamnés. Gageons que ce dispositif ne verra jamais de convois de drogue marocaine et n'arrêtera jamais un seul véhicule de trafiquants de drogue franco-marocains.

M.T.
